

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 17 juin 2025

L'an deux mille vingt-cinq et le dix-sept juin à dix-neuf heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune d'AUBENAS, légalement convoqué, s'est rassemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Yves MEYER, Maire.

Présents : MEYER Jean-Yves, LOYET André, GAILLARD Pascal, ROCHE Eliette, FAURE Cécile, CIVIER Stéphane, NGUYEN Isabelle, DAUMAS Jacques, TASTEVIN Marie-Françoise, BOUSCHON Max, SOUBEYRAND Jacky, BOYER Alain, MARRON Corentin, ROGIER Monique, JEAN LEYNAUD Sylvie, ROUX Patricia, VERMOREL Guillaume, GUIBERT Alexandra, PERRUSSET Benoît, SIMON Cloé, CONSTANZO André

Excusés : DURIEU Joël donne procuration à FAURE Cécile, HADDAD Catherine donne procuration à TASTEVIN Marie-Françoise, SAUGET Elisabeth donne procuration à SOUBEYRAND Jacky, VERNEDE Corinne donne procuration à MARRON Corentin, LEYNAUD Michel donne procuration à BOUSCHON Max, AMRANI Hasiba donne procuration à NGUYEN Isabelle, TEYSSIER Nicolas donne procuration à MEYER Jean-Yves, JOLY Delphine donne procuration à CIVIER Stéphane, ARMAND Michel donne procuration à DAUMAS Jacques

Absents : KAPPEL Roger, CAUQUIL Alexandra, DELAUCHE Henri

Secrétaire de séance : Alain BOYER

Date de la convocation :

Délibération n°2025-146

10 juin 2025

OBJET : Délibération du Conseil Municipal d'Aubenas relative à l'enquête publique complémentaire sur la réouverture de la centrale Biomasse de Gardanne

Transmis au
représentant de l'Etat le : 19 JUIN 2025
Affiché le :
Notifié le : 19 JUIN 2025

Délibération du Conseil Municipal d'Aubenas relative à l'enquête publique complémentaire sur la réouverture de la centrale Biomasse de Gardanne

Vu le Code de l'Environnement, notamment les articles L.123-1 et suivants relatifs à l'enquête publique ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 novembre 2012 autorisant la société E.ON Société Nationale d'Électricité et de Thermique (devenue GazelEnergie Génération) à exploiter la centrale biomasse de Gardanne, annulé par le Tribunal administratif de Marseille le 8 juin 2017 ;

Vu l'arrêt de la Cour administrative d'appel de Marseille du 24 décembre 2020, annulé par le Conseil d'État le 27 mars 2023 (décision n° 450135), confirmant l'annulation de l'autorisation d'exploitation en raison d'une étude d'impact insuffisante, notamment sur le plan d'approvisionnement en bois ;

Vu l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, modifié par l'arrêté du 16 janvier 2024, visant à régulariser l'autorisation d'exploitation conformément aux injonctions de la Cour administrative d'appel ;

Vu l'arrêté inter-préfectoral prescrivant une enquête publique complémentaire interdépartementale, concernant l'approvisionnement en biomasse de la centrale de Provence ;

Vu l'inscription de la commune d'Aubenas parmi les 324 communes situées dans le périmètre potentiel d'approvisionnement en bois de la centrale ;

Considérant que le projet prévoit une consommation annuelle de plusieurs centaines de milliers de tonnes de biomasse forestière, et que ce volume implique un rayon d'approvisionnement étendu incluant une grande partie des départements de la région Auvergne-Rhône-Alpes, dont l'Ardèche,

Considérant que le territoire ardéchois, et notamment le bassin albenassien, est constitué de massifs forestiers déjà sollicités par diverses filières bois locales, et qu'une pression supplémentaire sur la ressource risquerait d'entraîner une surexploitation incompatible avec une gestion durable des forêts,

Considérant que les prélèvements massifs de bois brut destinés à une centrale industrielle de grande puissance sont susceptibles d'entrer en concurrence avec les usages locaux (construction, chauffage domestique, artisanat, bois d'œuvre), mettant en péril l'équilibre économique de la filière locale et les emplois induits,

Considérant que le modèle énergétique sous-jacent au projet repose sur une logique d'importation de ressources à longue distance, avec un bilan carbone discutable une fois intégrés les impacts liés à l'exploitation forestière intensive, au transport routier, et à la combustion elle-même,

Considérant que la commune d'Aubenas a fait le choix d'un modèle énergétique local et responsable en investissant dans une chaudière bois collective, dimensionnée pour fonctionner exclusivement avec du bois issu des filières de proximité, dans une logique de circuit court et de renouvellement durable de la ressource forestière,

Considérant que cette démarche locale exemplaire de transition énergétique serait directement fragilisée par un prélèvement industriel concurrentiel et déséquilibré, sans concertation avec les territoires concernés,

Considérant enfin les inquiétudes exprimées par de nombreux acteurs forestiers, associatifs, scientifiques et élus locaux sur les impacts potentiels du projet de Gardanne en termes de biodiversité, d'érosion des sols, de risque incendie, et de dégradation paysagère,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **Émet** un avis **défavorable** à la réouverture de la centrale biomasse de Gardanne telle que présentée dans le cadre de l'enquête publique complémentaire ;
- **Souligne** la contradiction entre ce projet industriel et les politiques locales vertueuses, telles que celle menée par la commune d'Aubenas en faveur d'une énergie bois territorialisée, à faibles impacts environnementaux et à haute valeur sociale ;
- **Demande** que la commune d'Aubenas soit pleinement associée aux travaux de suivi et de concertation portant sur les conséquences territoriales du projet, notamment en matière d'approvisionnement forestier ;
- **Appelle** l'État à privilégier un modèle énergétique plus décentralisé, fondé sur la sobriété, l'efficacité énergétique et la valorisation locale des ressources renouvelables, en cohérence avec les stratégies régionales et locales de développement durable ;
- **Charge** Monsieur le Maire de transmettre la présente délibération au commissaire enquêteur, à la Préfecture de Région, au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes, à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), ainsi qu'aux parlementaires du département.

Extrait certifié conforme,

| | |
|---|---|
| <p>Jean-Yves MEYER, Maire</p>  | <p>Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte. Informe que la présente peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de LYON dans un délai de deux mois à compter de la notification et/ou de l'affichage de la présente soit par courrier, soit par voie dématérialisée (www.telerecours.fr)</p> |
|---|---|